

DÉBAT L'Europe tarde à s'imposer comme puissance mondiale. Faut-il croire à ce projet et le relancer, ou le mettre un temps entre parenthèses ? La Vie ouvre le débat.

2 L'EUROPE POLITIQUE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE ?

« Elle existe déjà et continuera de se faire avec les citoyens »

Par Noëlle Lenoir

Avocate, ex-ministre déléguée aux Affaires européennes (2002-2004), elle est aussi présidente fondatrice du Cercle des Européens.



À l'aube des élections européennes, alors qu'on nous annonce un taux d'abstention record, il est de bon ton de s'interroger sur le devenir de l'Europe politique. Nul ne conteste que l'UE n'est pas au mieux de sa forme. Les États membres affichent leurs désaccords sur beaucoup de sujets. L'Europe tarde à s'imposer comme puissance mondiale, que ce soit pour réformer la finance internationale ou pour engager des programmes industriels comme Galileo, le

mat » est une avancée remarquable –, et à leur emploi, si l'on en juge par les progrès faits dans la reconnaissance mutuelle des diplômes et qualifications. Sur la scène internationale, les politiques européennes étrangères et de défense en sont à leurs balbutiements. Mais les États décident et agissent de plus en plus ensemble, alors que leurs intérêts sont si divergents et leurs histoires, si contrastées. Lorsque les Russes ont envahi la Géorgie en août 2008, il y a eu une réaction commune des 27 ! Enfin, l'euro illustre une Europe politique qui exerce – à travers sa banque centrale indépendante – le pouvoir monétaire souverain. L'Europe politique n'est cependant pas que celle des projets, celle des « solidarités de fait » qu'appelait de ses vœux Robert Schuman. C'est aussi une démocratie, de plus en plus incarnée par le Parlement européen qui reflète les sensibilités et aspirations des peuples. J'ai confiance. Le traité de Lisbonne devrait faciliter les mécanismes décisionnels entre États, améliorer le fonctionnement de la Commission comme garante de

l'intérêt général communautaire, consacrer les compétences de l'Union dans les domaines cruciaux de la justice et de l'immigration, intégrer la Charte des droits fondamentaux et faire du Parlement une assemblée législative aux compétences pleines et entières.

Avec ou sans ce traité, l'Europe vivra dans le cœur des citoyens. Or, ceux-ci sont plus matures que leur classe politique. Je tire deux enseignements de l'Eurobaromètre publié en mai 2009 sur « les Français et la construction européenne ». D'une part, mes concitoyens plébiscitent l'Europe politique comme outil de défense des droits de l'homme et de la démocratie. D'autre part, l'enquête montre que l'adhésion à l'Europe politique est la plus forte chez les jeunes et les plus instruits et informés. Ce qui souligne l'importance d'un enseignement conçu dans un cadre européen. La question n'est pas de savoir si l'Europe est politique, mais comment la faire. La réponse est claire : avec les citoyens ! ●



Prolongez ces pages jeudi 4 juin à 13h07 dans l'émission Regard sur l'événement, Pauline de Torsiac recevra Noëlle Lenoir et Joël Roman sur le thème « L'Europe politique est-elle encore possible ? » Rediffusion dimanche 7 juin à 18h15, à écouter aussi sur rcf.fr Fréquences de RCF au 04 72 38 62 10.

« Les Français plébiscitent l'Europe politique pour la défense des droits de l'homme »

système de navigation par satellite. Les défaillances des partis et responsables politiques nationaux, qui ont manqué à leur devoir d'information et de sensibilisation sur l'Europe, sont manifestes.

Pour autant, arrêtons de nous lamenter. L'Europe politique existe. N'en déplaise aux Britanniques, elle n'est pas seulement un marché. Elle s'intéresse au quotidien des citoyens, à leur sécurité – l'institution du mandat d'arrêt européen en témoigne –, à leur santé et à leur environnement – l'adoption récente du « paquet énergie-clim



DENIS BOMER/PPX GALLERY

« Il nous faut être sans illusions mais rester optimistes »

Par Joël Roman

Philosophe, cofondateur de « Sauvons l'Europe », éditeur, il a notamment publié récemment *Oui à la Turquie de Michel Rocard, Que faire ? de Daniel Cohn-Bendit, et l'Europe contre l'Europe d'Olivier Ferrand (Hachette littératures).*



Peut-on encore croire en l'Europe politique ? Nombreux sont ceux qui nous dissuadent de le faire. Les uns, à l'instar de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel, font mine d'exalter une Europe du volontarisme alors même que celle-ci s'écarte toujours davantage de l'idée d'une Europe politique, intégrée et fédérale, pour n'être plus qu'une Europe intergouvernementale, dont la désunion et l'incohérence des réactions face à la crise ont offert une illustration dramatique : où est le plan européen de relance face à la crise ? Où sont les investissements européens dans la recherche et les alternatives énergétiques de demain ?

D'autres, prenant acte de l'impuissance actuelle de l'Europe, à l'instar du président de la Commission, José Manuel Barroso, se résignent à une vision étriquée et périmée d'une Europe libre-échangiste, où la façade de l'euro cache mal la renationalisation des politiques économiques, la dévaluation compétitive de la livre sterling, et les quasi-faillites de nombreux États européens (Grèce, Irlande, Hongrie).

Les uns et les autres ne se retrouvent européens que pour vanter à leurs concitoyens les mérites d'une Europe de la peur, frileusement renfermée dans une forteresse qui traque l'immigration et réduite à une impuissance agitée sur la scène internationale.

Dans ces conditions, il y a tout lieu d'être pessimiste quant à l'avenir de l'Union européenne. Mais aussi, au-delà, quant à l'avenir des sociétés européennes : celles-ci n'ont manifestement pas pris la mesure des changements du monde contemporain, de la gravité des enjeux qui sont devant nous. Regardez la campagne pour les élections du Parlement européen : si l'on excepte le rassemblement Europe Écologie, les autres listes, et notamment les principales, se désintéressent de l'enjeu et ne visent que la présidentielle de 2012. C'est à la fois grotesque et lamentable.

C'est pourtant du Parlement européen que pourrait venir le sursaut nécessaire : si le traité de Lisbonne

entre en vigueur, ce qui n'est pas encore assuré tant les États y mettent peu d'enthousiasme, l'Europe sera un peu moins intergouvernementale et un peu plus politique, et la Commission, plus dépendante du Parlement et un peu moins du Conseil des chefs d'États. Dès lors, ce Parlement aura la possibilité de donner de la voix. Le fera-t-il ?

Une chose est sûre : plus il y aura d'eurodéputés partisans d'une Europe politique mieux intégrée, plus on se rapprochera d'une perspective de renouveau. Il faudra que ces députés défendent une augmentation importante du budget euro-

« Les principaux partis se désintéressent de l'enjeu. C'est à la fois grotesque et lamentable »

péen – et, pourquoi pas, un impôt européen –, fassent le choix de politiques structurelles de croissance durable, reviennent sur les orientations actuelles répressives en matière d'immigration, optent pour une coopération internationale capable de faire rayonner l'Europe dans le monde et soient, enfin, animés d'une volonté sincère d'ancrer la Turquie dans l'Union européenne. Ils trouveront alors de nombreux soutiens dans les sociétés civiles : plus que jamais, il nous faut être sans illusions, mais aussi conjuguer le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. ●